

Art. 24. Dans la même loi, le chapitre VI, comprenant l'article 30, est abrogé.

Art. 25. Dans la même loi, il est inséré un article 33bis, rédigé comme suit :

“Art. 33bis. Les modifications à la présente loi sont applicables aux accidents de la circulation qui sont survenus à partir de l'entrée en vigueur de ces modifications.”.

Art. 26. Dans la même loi, il est inséré un article 33ter, rédigé comme suit :

“Art. 33ter. L'entrée en vigueur de la loi du 31 mai 2017 modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, les modifications ultérieures de la loi du 21 novembre 1989 précitée ainsi que les arrêtés d'exécution ultérieurs de cette dernière ont pour effet de modifier de plein droit, dans les limites fixées par ses dispositions, les obligations des assureurs telles qu'elles résultent des conditions générales des contrats en cours.

À l'exception des augmentations de prime, ces modifications ne peuvent justifier la résiliation du contrat en cours.”.

Art. 27. Les assureurs procèdent à l'adaptation formelle des contrats d'assurance et autres documents d'assurance aux dispositions de la présente loi au plus tard le premier jour du 18e mois suivant celui de sa publication. Jusqu'à cette date, les contrats d'assurance existants et nouveaux peuvent ne pas être conformes quant à la forme aux dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

Chambre des représentants :

(www.lachambre.be)

Documents : 54-2414 (2016/2017)

Compte rendu intégral : 18 mai 2017.

Art. 24. In dezelfde wet, wordt Hoofdstuk VI, dat artikel 30 bevat, opgeheven.

Art. 25. In dezelfde wet, wordt een artikel 33bis ingevoegd, luidende :

“Art. 33bis. De wijzigingen aan deze wet zijn van toepassing op de verkeersongevallen die hebben plaatsgevonden vanaf de inwerking-treding van deze wijzigingen.”.

Art. 26. In dezelfde wet, wordt een artikel 33ter ingevoegd, luidende :

“Art. 33ter. De inwerkingtreding van de wet van 31 mei 2017 tot wijziging van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, de latere wijzigingen van de voormelde wet van 21 november 1989 alsmede de latere uitvoeringsbesluiten van deze wet leiden binnen de door haar bepalin-gen gestelde begrenzingen van rechtswege tot wijziging van de verplichtingen van de verzekeraars, zoals die voortvloeien uit de algemene voorwaarden van de lopende verzekeringsovereenkomsten.

Met uitzondering van de premieverhogingen, kunnen deze wijzigin-gen de opzegging van de lopende overeenkomst niet rechtvaardigen.”.

Art. 27. De verzekeraars gaan over tot de formele aanpassing van de verzekeringsovereenkomsten en andere verzekeringsdocumenten aan de bepalingen van deze wet, ten laatste op de eerste dag van de 18e maand volgend op die waarin deze wet is bekendgemaakt. Tot op die datum hoeven de bestaande en de nieuwe verzekeringsovere-enkomsten niet naar de vorm overeen te stemmen met de bepalingen van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-2414 (2016/2017)

Integraal Verslag : 18 mei 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2017/12339]

6 JUIN 2017. — Loi portant insertion d'un Titre 3 « L'action en dommages et intérêts pour les infractions au droit de la concurrence » dans le Livre XVII du Code de droit économique, portant insertion des définitions propres au Livre XVII, Titre 3 dans le Livre I^{er} et portant diverses modifications au Code de droit économique (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose la directive 2014/104/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2017/12339]

6 JUNI 2017. — Wet houdende invoeging van een Titel 3 « De rechtsvordering tot schadevergoeding wegens inbreuken op het mededingingsrecht » in Boek XVII van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van definities eigen aan Boek XVII, Titel 3 in Boek I en houdende diverse wijzigingen van het Wetboek van economisch recht (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de omzetting van de richtlijn 2014/104/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 november 2014 betreffende bepaalde regels voor schadevorderingen volgens nationaal recht wegens inbreuken op de bepalingen van het mededingingsrecht van de lidstaten en van de Europese Unie.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code de droit économique*

Art. 3. Dans le Livre I^{er}, Titre 2, Chapitre 13, du Code de droit économique, inséré par la loi du 28 mars 2014, il est inséré un article I.22 rédigé comme suit:

“Art. I.22. Les définitions suivantes sont applicables au Livre XVII, Titre 3:

1° “infraction au droit de la concurrence”: une infraction à l’article 101 ou à l’article 102 du Traité sur le fonctionnement de l’Union européenne (ci-après “TFUE”) et/ou à l’article IV.1 ou à l’article IV.2;

2° “auteur de l’infraction”: l’entreprise ou l’association d’entreprises qui a commis une infraction au droit de la concurrence;

3° “action en dommages et intérêts”: une action introduite en vertu de l’article XVII.72 et par laquelle une juridiction est saisie d’une demande de dommages et intérêts par une partie qui s’estime lésée, par une personne agissant au nom d’une ou de plusieurs parties qui s’estiment lésées, ou par une personne physique ou morale qui a succédé dans les droits de la partie qui s’estime lésée, y compris la personne qui a racheté la demande de dommages et intérêts;

4° “demande de dommages et intérêts”: une demande de réparation pour le dommage causé par une infraction au droit de la concurrence;

5° “partie lésée”: une personne qui a subi un dommage causé par une infraction au droit de la concurrence;

6° “autorité nationale de concurrence”: l’Autorité belge de la concurrence ou une autre autorité compétente pour appliquer les articles 101 et 102 du TFUE, désignée par un État membre en vertu de l’article 35 du Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 101 et 102 du TFUE;

7° “autorité de concurrence”: la Commission européenne ou une autorité nationale de concurrence, ou les deux, selon le contexte;

8° “juridiction nationale”: toute juridiction d’un État membre au sens de l’article 267 du TFUE;

9° “instance de recours”: le Tribunal de première instance de l’Union européenne (“TPIUE”) statuant sur un recours contre une décision de la Commission européenne relative à une procédure d’application de l’article 101 et/ou 102 du TFUE, ou le cas échéant, la Cour de justice statuant sur un pourvoi contre l’arrêt du TPIUE conformément à l’article 256 du TFUE, ou une juridiction nationale habilitée à réexaminer, par les moyens de recours ordinaires, les décisions d’une autorité nationale de concurrence ou à réexaminer des décisions en appel se prononçant sur ces décisions, que cette juridiction soit ou non compétente elle-même pour constater une infraction au droit de la concurrence;

10° “décision constatant une infraction”: une décision concluant à l’existence d’une infraction au droit de la concurrence, prononcée par une autorité de concurrence ou par une instance de recours;

11° “décision définitive constatant une infraction”: une décision constatant l’existence d’une infraction au droit de la concurrence qui ne peut pas ou ne peut plus faire l’objet d’un recours par les voies ordinaires;

12° “cartel”: tout accord et/ou toute pratique concertée entre deux ou plusieurs entreprises et/ou associations d’entreprises concurrentes – et, le cas échéant, avec une ou plusieurs autres entreprises et/ou associations d’entreprises non concurrentes – visant à coordonner leur comportement concurrentiel sur le marché ou à influencer les paramètres de la concurrence par des pratiques consistant notamment, mais pas uniquement, à fixer ou à coordonner des prix d’achat ou de vente ou d’autres conditions de transaction, y compris au regard des droits de la propriété intellectuelle, à attribuer des quotas de production ou de vente, à répartir des marchés et des clients, notamment en présentant des soumissions concertées lors de marchés publics, à restreindre l’importation ou l’exportation ou à prendre des mesures anticoncurrentielles dirigées contre d’autres concurrents;

13° “programme de clémence”: un programme concernant l’application de l’article 101 du TFUE et/ou de l’article IV.1 du Code de droit économique, sur la base duquel un participant à un cartel secret, indépendamment des autres entreprises participant au cartel, coopère avec l’autorité de concurrence dans le cadre de son enquête en présentant spontanément des éléments concernant sa connaissance du cartel et le rôle qu’il y joue, en échange de quoi ce participant bénéficie, en vertu d’une décision ou du fait de l’arrêt de la procédure, d’une exonération totale ou partielle d’amendes ou d’une immunité de poursuites pour sa participation au cartel;

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Wetboek van economisch recht*

Art. 3. In Boek I, Titel 2, Hoofdstuk 13, van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd door de wet van 28 maart 2014, wordt een artikel I.22 ingevoegd, luidende:

“Art. I.22. Voor de toepassing van Boek XVII, Titel 3, gelden de volgende definities:

1° “inbreuk op het mededingingsrecht”: een inbreuk op artikel 101 of 102 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna “VWEU”) en/of op artikel IV.1 of IV.2;

2° “inbreukpleger”: de onderneming of de ondernemingsvereniging die een inbreuk op het mededingingsrecht heeft begaan;

3° “rechtsvordering tot schadevergoeding”: een uit hoofde van artikel XVII.72 ingestelde vordering waarbij een schadevordering voor een rechterlijke instantie wordt gebracht door een partij die zich benadeeld acht of door iemand die optreedt namens een of meer partijen die zich benadeeld achten, of door een natuurlijk persoon of een rechtspersoon op wie de rechten zijn overgegaan van de partij die zich benadeeld acht, daaronder begrepen de persoon die de schadevordering heeft verworven;

4° “schadevordering”: een vordering tot vergoeding van de door een inbreuk op het mededingingsrecht ontstane schade;

5° “benadeelde partij”: een persoon die schade heeft geleden die is ontstaan door een inbreuk op het mededingingsrecht;

6° “nationale mededingingsautoriteit”: de Belgische Mededingingsautoriteit of een andere autoriteit die bevoegd is om de artikelen 101 en 102 VWEU toe te passen, aangewezen door een lidstaat op grond van artikel 35 van de verordening (EG) nr. 1/2003 van de Raad van 16 december 2002 betreffende de uitvoering van de mededingingsregels bedoeld in de artikelen 101 en 102 VWEU;

7° “mededingingsautoriteit”: de Europese Commissie of een nationale mededingingsautoriteit, of beiden, indien de omstandigheden dit vereisen;

8° “nationale rechterlijke instantie”: een rechterlijke instantie van een lidstaat in de zin van artikel 267 VWEU;

9° “beroepsinstantie”: het Gerecht van Eerste Aanleg van de Europese Unie (“Gerecht EU”) dat uitspraak doet over een beroep tegen een beslissing van de Europese Commissie betreffende een procedure op grond van artikel 101 en/of 102 van het VWEU, of, in voorkomend geval, het Hof van Justitie dat uitspraak doet over een beroep tegen het arrest van het Gerecht EU conform artikel 256 van het VWEU of een nationale rechterlijke instantie die bevoegd is kennis te nemen van met de gangbare rechtsmiddelen ingestelde beroepen tegen besluiten van een nationale mededingingsautoriteit of tegen uitspraken in beroep tegen deze beslissing ongeacht de vraag of deze rechterlijke instantie al dan niet bevoegd is om een inbreuk op het mededingingsrecht vast te stellen;

10° “inbreukbeslissing”: een beslissing op grond waarvan het bestaan van een inbreuk op het mededingingsrecht wordt vastgesteld, uitgesproken door een mededingingsautoriteit of door een beroepsinstantie;

11° “definitieve inbreukbeslissing”: een beslissing op grond waarvan het bestaan van een inbreuk op het mededingingsrecht wordt vastgesteld waartegen op grond van gangbare rechtsmiddelen geen of niet langer meer beroep open staat;

12° “kartel”: een overeenkomst of onderling afgestemde feitelijke gedraging tussen twee of meer concurrerende ondernemingen en/of ondernemingsverenigingen – met desgevallend één of meer andere niet-concurrerende ondernemingen en/of ondernemingsverenigingen – met als doel hun concurrentiegedrag op de markt te coördineren of de relevante parameters van mededinging te beïnvloeden via praktijken zoals onder meer, doch niet uitsluitend, het bepalen of coördineren van aan- of verkoopprijzen of andere contractuele voorwaarden, onder meer met betrekking tot intellectuele-eigendomsrechten, de toewijzing van productie- of verkoopquota, de verdeling van markten en klanten, met inbegrip van offertevalsing, het beperken van import of export of mededingingsverstorende maatregelen tegen andere concurrenten;

13° “clementieregeling”: een regeling met betrekking tot de toepassing van artikel 101 VWEU en/of het artikel IV.1 van het Wetboek van economisch recht, op basis waarvan een deelnemer aan een geheim kartel onafhankelijk van de andere bij het kartel betrokken ondernemingen meewerkt aan een onderzoek van de mededingingsautoriteit door vrijwillig informatie te verschaffen over de kennis die deze deelnemer heeft van het kartel en de rol die hij daarin speelt, in ruil waarvoor de deelnemer, op grond van een besluit of door de procedure stop te zetten, volledige of gedeeltelijke vrijstelling van geldboeten of immuniteit tegen vervolgingen wordt verleend voor betrokkenheid bij het kartel;

14° “déclaration effectuée en vue d’obtenir la clémence”: tout exposé oral ou écrit, ou toute transcription d’un tel exposé, présenté spontanément à l’autorité de concurrence par une entreprise ou une personne physique, ou en leur nom, qui décrit la connaissance qu’a cette entreprise ou cette personne physique d’un cartel et qui décrit leur rôle dans ce cartel, dont la présentation a été établie expressément pour être soumise à l’autorité de concurrence en vue d’obtenir une exonération totale ou partielle d’amendes ou l’immunité de poursuites dans le cadre d’un programme de clémence. Sont exclues les informations préexistantes, à savoir les preuves qui existent indépendamment de la procédure engagée par une autorité de concurrence, que celles-ci figurent ou non dans le dossier d’une autorité de concurrence;

15° “bénéficiaire d’une exonération totale d’amendes”: une entreprise ou une association d’entreprises à laquelle une exonération totale d’amendes a été accordée par une autorité de concurrence dans le cadre d’un programme de clémence;

16° “proposition de transaction”: la présentation volontaire par une entreprise, ou en son nom, à une autorité de concurrence d’une déclaration reconnaissant la participation de cette entreprise à une infraction au droit de la concurrence et sa responsabilité dans cette infraction au droit de la concurrence, ou renonçant à contester une telle participation et la responsabilité qui en découle, établie spécifiquement pour permettre à une autorité de concurrence d’appliquer une procédure simplifiée ou accélérée;

17° “surcôt”: la différence entre le prix effectivement payé et celui qui aurait été appliqué en l’absence d’une infraction au droit de la concurrence;

18° “résolution amiable des litiges”: tout processus permettant aux parties de parvenir à un règlement extrajudiciaire d’un litige relatif à une demande de dommages et intérêts, tel que la médiation, la conciliation extrajudiciaire ou l’arbitrage;

19° “résolution amiable”: un accord obtenu grâce à une procédure de résolution amiable des litiges ainsi qu’une sentence arbitrale ;

20° “acheteur direct”: une personne physique ou morale qui a acheté directement auprès de l’auteur de l’infraction des produits ayant fait l’objet d’une infraction au droit de la concurrence;

21° “acheteur indirect”: une personne physique ou morale qui a acheté, non pas directement auprès de l’auteur de l’infraction, mais auprès d’un acheteur direct ou d’un acheteur ultérieur, des produits ayant fait l’objet d’une infraction au droit de la concurrence, ou des produits les contenant ou dérivés de ces derniers.”.

Art. 4. Dans l’article IV.34, du même Code, inséré par la loi du 3 avril 2013, l’alinéa 1^{er} est complété par les mots “ou à produire des preuves conformément aux dispositions du Livre XVII, Titre 3, Chapitre 3.”.

Art. 5. Dans l’article IV.45, § 2, du même Code, inséré par la loi du 3 avril 2013, l’alinéa 2 est complété par les mots “, et sans préjudice des articles XVII.77, XVII.78 et XVII.79”.

Art. 6. Dans l’article IV.46 du même Code, inséré par la loi du 3 avril 2013, le paragraphe 3 est complété par les mots “et des articles XVII.77, XVII.78 et XVII.79”.

Art. 7. Dans l’article IV.70 du même Code, inséré par la loi du 3 avril 2013, le paragraphe 1^{er} est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit:

“L’Autorité belge de la concurrence peut considérer la réparation d’un dommage causé par une infraction au droit de la concurrence qui a été octroyée à la suite d’une résolution amiable, comme une circonstance atténuante, avant qu’elle ait adopté sa décision d’imposer une amende.”.

Art. 8. Dans le même Code, l’article IV.77, inséré par la loi du 3 avril 2013, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

“§ 2. Dans le cadre d’une procédure relative à une action en dommages et intérêts, l’Autorité belge de la concurrence peut, à la demande d’une juridiction nationale, aider ladite juridiction en ce qui concerne la quantification du montant des dommages et intérêts lorsqu’elle estime qu’une telle aide est appropriée, selon les conditions et les modalités prévues au paragraphe 1^{er}.”.

Art. 9. L’article XVII.37 du même Code, inséré par la loi du 28 mars 2014 et modifié par la loi du 26 octobre 2015, est complété par un 33° rédigé comme suit:

“33° l’article 101 et/ou l’article 102 du TFUE.”.

14° “clementieverklaring”: een vrijwillig door of namens een onderneming of een natuurlijke persoon ten overstaan van een mededingingsautoriteit afgelegde mondelinge of schriftelijke verklaring of een opname daarvan, waarin de onderneming of een natuurlijke persoon mededeelt wat zij of hij weet over een kartel en wat haar of zijn rol daarin was, en die speciaal ten behoeve van die autoriteit is opgesteld met het oog op het krijgen van volledige of gedeeltelijke vrijstelling van geldboeten of immunitet tegen vervolgingen in het kader van een clementieregeling. Worden uitgesloten, reeds bestaande informatie, namelijk het bewijsmateriaal dat los van de procedure van een mededingingsautoriteit bestaat ongeacht of dit zich al dan niet in het dossier van een mededingingsautoriteit bevindt;

15° “begunstigde van een volledige vrijstelling van geldboeten”: een onderneming of een ondernemingsvereniging waaraan door een mededingingsautoriteit in het kader van een clementieregeling volledige vrijstelling van geldboeten is verleend;

16° “voorstel met het oog op een schikking”: vrijwillige verklaring door of namens een onderneming ten overstaan van een mededingingsautoriteit waarin de onderneming haar deelname aan een inbreuk op het mededingingsrecht en haar aansprakelijkheid voor die inbreuk op het mededingingsrecht erkent of ervan afziet deze deelname en de daaruit voortvloeiende aansprakelijkheid te betwisten, waarbij deze verklaring speciaal is opgesteld om de mededingingsautoriteit in staat te stellen een vereenvoudigde of spoedprocedure toe te passen;

17° “meerkosten”: het verschil tussen de daadwerkelijk betaalde prijs en de prijs die zonder een inbreuk op het mededingingsrecht toegepast was;

18° “minnelijke oplossing van geschillen”: ieder processtuk dat de partijen in staat stelt een geschil over een schadevordering buitengerechtelijk te beslechten, zoals bemiddeling, buitengerechtelijke schikkingen of arbitrage;

19° “minnelijke schikking”: een door middel van een minnelijke oplossing van geschillen verkregen schikking alsook een scheidsrechtelijk vonnis;

20° “directe afnemer”: een natuurlijk persoon of een rechtspersoon die rechtstreeks van een inbreukpleger producten heeft verworven die het voorwerp waren van een inbreuk op het mededingingsrecht;

21° “indirecte afnemer”: een natuurlijk persoon of een rechtspersoon die niet van de inbreukpleger maar van een directe afnemer of van een volgende afnemer producten heeft verworven die het voorwerp waren van een inbreuk op het mededingingsrecht, of producten waarin deze zijn verwerkt of die daarvan zijn afgeleid.”.

Art. 4. In artikel IV.34, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 3 april 2013, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden “of om bewijzen te leveren conform de bepalingen van Boek XVII, titel 3, hoofdstuk 3.”.

Art. 5. In artikel IV.45, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 3 april 2013, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden “, en onverminderd de artikelen XVII.77, XVII.78 en XVII.79”.

Art. 6. In artikel IV.46, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013, wordt paragraaf 3 aangevuld met de woorden “en artikelen XVII.77, XVII.78 en XVII.79” ingevoegd tussen de woorden “art. IV.69” en “niet anderszins”.

Art. 7. In artikel IV.70 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013, wordt paragraaf 1 aangevuld met een derde lid, opgesteld als volgt:

“De Belgische Mededingingsautoriteit kan de vergoeding van schade toegebracht door een inbreuk op de mededinging, die werd toegekend ingevolge een minnelijke schikking als een verzachtende omstandigheid in aanmerking nemen, voordat zij haar beslissing neemt om een boete op te leggen.”.

Art. 8. In hetzelfde Wetboek wordt artikel IV.77, ingevoegd bij de wet van 3 april 2013, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 2, luidende:

“§ 2. In het kader van een procedure betreffende een rechtsovereenkomst tot schadevergoeding kan de Belgische Mededingingsautoriteit op verzoek van een nationaal rechtcollege dit rechtcollege bijstaan om het schadebedrag te bepalen wanneer zij dergelijke bijstand geschikt acht, volgens de voorwaarden en nadere regels bepaald in paragraaf 1.”.

Art. 9. Artikel XVII.37 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 28 maart 2014 en gewijzigd door de wet van 26 oktober 2015, wordt aangevuld met een 33°, luidende:

“33° artikel 101 en/of 102 van het Verdrag VWEU.”.

Art. 10. Dans le Livre XVII, Titre 2, Chapitre 3, Section 2, du même Code, inséré par la loi du 28 mars 2014, il est inséré un article XVII.70 rédigé comme suit:

“Art. XVII.70. Sans préjudice des dispositions de ce titre, les dispositions du livre XVII, titre 3, s’appliquent aux actions en réparation collective pour les infractions au droit de la concurrence introduites par le présent titre, à l’exception des articles XVII.83 et XVII.89.”.

Art. 11. Dans le Livre XVII du même Code, il est inséré un Titre 3 intitulé:

“Titre 3. L’action en dommages et intérêts pour les infractions au droit de la concurrence”.

Art. 12. Dans le Titre 3, inséré par l’article 11, il est inséré un Chapitre 1^{er} intitulé:

“Chapitre 1^{er}. Champ d’application”.

Art. 13. Dans le Chapitre 1^{er}, inséré par l’article 12, il est inséré un article XVII.71, rédigé comme suit:

“Art. XVII.71. § 1^{er}. Le présent titre s’applique aux actions en dommages et intérêts pour les infractions au droit de la concurrence.

§ 2. Le présent titre énonce des règles qui s’appliquent sans préjudice du droit commun applicable aux actions en dommages et intérêts. Dans le cas d’un conflit avec le droit commun, les règles énoncées dans les dispositions de la présente loi priment.”.

Art. 14. Dans le même Titre 3, il est inséré un Chapitre 2 intitulé:

“Chapitre 2. Droit à la réparation intégrale”.

Art. 15. Dans le Chapitre 2, inséré par l’article 14, il est inséré un article XVII.72, rédigé comme suit:

“Art. XVII.72. Toute personne physique ou morale qui a subi un dommage causé par une infraction au droit de la concurrence a le droit de demander et obtenir la réparation intégrale du dommage, conformément au droit commun.”.

Art. 16. Dans le même Chapitre 2, il est inséré un article XVII.73, rédigé comme suit:

“Art. XVII.73. L’infraction commise dans le cadre d’un cartel est présumée causer un dommage. L’auteur de l’infraction a le droit de renverser cette présomption.”.

Art. 17. Dans le même Titre 3, il est inséré un Chapitre 3 intitulé:

“Chapitre 3. Preuves”.

Art. 18. Dans le Chapitre 3, inséré par l’article 17, il est inséré une Section 1^{re}, intitulée:

“Section 1^{re}. Production de preuves”.

Art. 19. Dans la Section 1^{re}, insérée par l’article 18, il est inséré une Sous-section 1^{ère} intitulée:

“Sous-section 1^{re}. Principes généraux”.

Art. 20. Dans la même Sous-section 1^{ère}, insérée par l’article 19, il est inséré un article XVII.74, rédigé comme suit:

“Art. XVII.74. § 1^{er}. A la demande de chacune des parties au litige qui a présenté une justification motivée contenant des données factuelles et des preuves raisonnablement disponibles suffisantes pour étayer la plausibilité de sa demande, le juge peut ordonner à une autre partie ou à un tiers la production de certains éléments de preuves pertinents ou de catégories pertinentes de preuves qui se trouvent en sa possession. Celles-ci doivent être circonscrites de manière aussi précise et étroite que possible.

§ 2. Le juge limite la production de preuves à ce qui est proportionné. A ce titre, le juge tient compte des intérêts légitimes de l’ensemble des parties et tiers concernés. En particulier, il prend en considération:

1° la mesure dans laquelle la demande de production de preuves est étayée par des données factuelles et des preuves disponibles la justifiant;

2° l’étendue et le coût de la production de preuves, en particulier pour les éventuels tiers concernés, y compris afin d’éviter toute recherche non spécifique d’informations dont il est peu probable qu’elles soient pertinentes pour les parties à la procédure;

Art. 10. In Boek XVII, Titel 2, Hoofdstuk 3, Afdeling 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 28 maart 2014, wordt een artikel XVII.70 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.70. Onverminderd de bepalingen van deze titel, zijn de bepalingen van Boek XVII, titel 3, van toepassing op de rechtsvorderingen tot collectief herstel voor inbreuken op het mededingingsrecht, ingevoerd door deze titel met uitzondering van de artikelen XVII.83 en XVII.89.”.

Art. 11. In Boek XVII van hetzelfde Wetboek wordt een Titel 3 ingevoegd, luidende:

“Titel 3. Rechtsvordering tot schadevergoeding voor inbreuken op het mededingingsrecht”.

Art. 12. In Titel 3, ingevoegd door artikel 11, wordt een Hoofdstuk 1 ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk 1. Toepassingsgebied”.

Art. 13. In Hoofdstuk 1, ingevoegd door artikel 12, wordt een artikel XVII.71 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.71. § 1. Deze titel is van toepassing op de rechtsvordering tot schadevergoedingen voor inbreuken op het mededingingsrecht.

§ 2. Deze titel stelt regels vast die van toepassing zijn op de rechtsvordering tot schadevergoeding onverminderd het gemeene recht. In geval van enig conflict met het gemeene recht primeren de regels aangehaald in de bepalingen van deze wet.”.

Art. 14. In dezelfde Titel 3 wordt een Hoofdstuk 2 ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk 2. Recht op volledige vergoeding”.

Art. 15. In Hoofdstuk 2, ingevoegd door artikel 14, wordt een artikel XVII.72 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.72. Iedere natuurlijke persoon of iedere rechtspersoon die schade heeft geleden door een inbreuk op het mededingingsrecht, heeft het recht om volledige schadevergoeding te vorderen en te verkrijgen, overeenkomstig het gemeene recht.”.

Art. 16. In hetzelfde Hoofdstuk 2 wordt een artikel XVII.73 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII. 73. Kartelinbreuken worden geacht schade te berokkenen. De inbreukpleger heeft het recht dit vermoeden te weerleggen.”.

Art. 17. In dezelfde Titel 3 wordt een Hoofdstuk 3 ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk 3. Bewijsmateriaal”.

Art. 18. In Hoofdstuk 3, ingevoegd door artikel 17, wordt een Afdeling 1 ingevoegd, luidende:

“Afdeling 1. Overlegging van het bewijsmateriaal”.

Art. 19. In Afdeling 1, ingevoegd door artikel 18, wordt een Onderafdeling 1 ingevoegd, luidende:

“Onderafdeling 1. Algemene beginselen”.

Art. 20. In Onderafdeling 1, ingevoegd door artikel 19, wordt een artikel XVII.74 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.74. § 1. Op verzoek van elk van de partijen bij het geding die een met redenen omkleed verzoek heeft ingediend met feitelijke gegevens en redelijkerwijs beschikbare en voldoende bewijzen om de aannemelijkheid van zijn verzoek te staven, kan de rechter ten aanzien van een andere partij of een derde de overlegging gelasten van specifieke relevante bewijsstukken of relevante categorieën bewijsmateriaal, die zich in zijn bezit bevinden. Deze moeten zo nauwkeurig en zo eng mogelijk worden omschreven.

§ 2. De rechter beperkt de overlegging van het bewijsmateriaal tot wat evenredig is. Hierbij houdt de rechter rekening met de rechtmatige belangen van alle betrokken partijen en derden. Hij houdt in het bijzonder rekening met de volgende elementen:

1° de mate waarin het verzoek tot overlegging van het bewijsmateriaal wordt ondersteund door feitelijke gegevens en beschikbare bewijzen die dit verzoek verantwoorden;

2° de omvang en de kosten van het overleggen van het bewijsmateriaal, in het bijzonder voor betrokken derden, onder meer om te voorkomen dat op niet-specifieke wijze toegang wordt gezocht tot informatie waarvan het niet waarschijnlijk is dat zij relevant is voor de partijen in de procedure;

3° la possibilité que les preuves dont la production est demandée contiennent des informations confidentielles, en particulier concernant d'éventuels tiers, et les mesures existantes de protection de ces informations confidentielles, conformément à l'article XVII.75."

Art. 21. Dans la même Sous-section 1^{re}, il est inséré un article XVII.75, rédigé comme suit:

"Art. XVII.75. Le juge peut ordonner la production de preuves contenant des informations confidentielles lorsqu'il l'estime pertinent dans le cadre de l'action en dommages et intérêts."

Lorsque le juge ordonne la production de telles informations, il prend des mesures efficaces de protection de ces informations confidentielles. Ces mesures peuvent notamment inclure la possibilité d'occulter des passages sensibles en demandant la production de versions non confidentielles aux détenteurs de preuves, de demander des résumés des informations réalisés par des experts sous une forme globale ou une forme non confidentielle, de conduire des audiences à huis clos ou de limiter le cercle des personnes autorisées à prendre connaissance des preuves."

Art. 22. Dans la même Sous-section 1^{ère}, il est inséré un article XVII.76, rédigé comme suit:

"Art. XVII.76. Préalablement à l'injonction de production de preuves en application des articles XVII.74 et XVII.75, le juge invite, selon les modalités et le délai qu'il fixe, la personne concernée par une demande de production de preuves à déposer des observations écrites. Elle peut également être entendue, si le juge l'y autorise."

Art. 23. Dans la même Section 1^{ère}, il est inséré une Sous-section 2 intitulée:

"Sous-section 2. Production de preuves figurant dans le dossier d'une autorité de concurrence".

Art. 24. Dans la Sous-section 2, insérée par l'article 23, il est inséré un article XVII.77, rédigé comme suit:

"Art. XVII.77. § 1^{er}. Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent sans préjudice des articles XVII.74 à XVII.76 et des règles et pratiques prévues par le droit de l'Union européenne, le Livre IV ou le droit de la concurrence des autres États membres en ce qui concerne la protection des documents internes des autorités de concurrence et de la correspondance entre ces autorités."

§ 2. Le juge ne peut ordonner la production par l'autorité de concurrence de preuves contenues dans son dossier que lorsqu'aucune des parties ou aucun tiers ne peut raisonnablement fournir lesdites preuves."

Art. 25. Dans la même Sous-section 2, il est inséré un article XVII.78, rédigé comme suit:

"Art. XVII.78. § 1^{er}. Lorsque le juge évalue, conformément à l'article XVII.74, § 2, la proportionnalité d'une injonction de production de preuves figurant dans le dossier d'une autorité de concurrence, il tient compte, en outre, des éléments suivants:

1° si la demande de production de preuves a été formulée de façon spécifique quant à la nature, à l'objet ou au contenu des documents soumis à une autorité de concurrence ou détenus dans le dossier de celle-ci;

2° si la partie qui demande la production de preuves le fait dans le cadre d'une action en dommages et intérêts et

3° pour ce qui concerne l'article XVII.77, § 2, et XVII.79, § 1^{er}, ou à la demande d'une autorité de concurrence en application du paragraphe 2 du présent article, la nécessité de préserver l'efficacité de la mise en œuvre du droit de la concurrence par une autorité de concurrence ou une instance de recours."

§ 2. Le juge invite, selon les modalités et le délai qu'il fixe, l'autorité de la concurrence concernée par une demande de production de preuves à déposer des observations écrites relatives à la proportionnalité de cette demande. Elle peut également être entendue, si le juge l'y autorise."

3° de la possibilité que les preuves dont la production est demandée contiennent des informations confidentielles, en particulier concernant d'éventuels tiers, et les mesures existantes de protection de ces informations confidentielles, conformément à l'article XVII.75."

Art. 21. In dezelfde Onderafdeling 1 wordt een artikel XVII.75 ingevoegd, luidende:

"Art. XVII.75. De rechter kan de overlegging gelasten van het bewijsmateriaal dat vertrouwelijke informatie bevat, indien hij dat bewijsmateriaal relevant acht voor de rechtsvordering tot schadevergoeding."

Wanneer de rechter de overlegging van deze informatie gelast, neemt hij doeltreffende maatregelen om deze vertrouwelijke informatie te beschermen. Tot deze maatregelen behoren, onder meer, de mogelijkheid om gevoelige passages te verbergen door de houders van bewijsstukken de overlegging te vragen van niet-vertrouwelijke versies, samenvattingen te vragen van informatie uitgevoerd door deskundigen in een globale of niet-vertrouwelijke vorm, besloten zittingen te houden, of de groep personen die van het bewijsmateriaal kennis kan nemen te beperken."

Art. 22. In dezelfde Onderafdeling 1 wordt een artikel XVII.76 ingevoegd, luidende:

"Art. XVII.76. Alvorens de overlegging van het bewijsmateriaal te gelasten bij toepassing van de artikelen XVII.74 en XVII.75, vraagt de rechter volgens de nadere regels en de termijn die hij bepaalt, aan de persoon die gelast wordt met de overlegging van het bewijsmateriaal om schriftelijke opmerkingen in te dienen. Hij kan eveneens worden gehoord als de rechter hem hiertoe de toelating geeft."

Art. 23. In dezelfde Afdeling 1 wordt een Onderafdeling 2 ingevoegd, luidende:

"Onderafdeling 2. Overlegging van bewijsmateriaal dat zich in het dossier van een mededingingsautoriteit bevindt".

Art. 24. In de Onderafdeling 2, ingevoegd door artikel 23 wordt een artikel XVII.77, ingevoegd, luidende:

"Art. XVII.77. § 1. De bepalingen van deze onderafdeling zijn van toepassing, onverminderd de artikelen XVII.74 tot XVII.76 en de regels en praktijken die gelden krachtens het recht van de Europese Unie, Boek IV of het mededingingsrecht van andere lidstaten betreffende de bescherming van de interne stukken van mededingingsautoriteiten en van de briefwisseling tussen mededingingsautoriteiten."

§ 2. De rechter kan de overlegging van bewijsmateriaal dat zich in het dossier van de mededingingsautoriteit bevindt enkel gelasten indien geen enkele partij of derde het gevraagde bewijsmateriaal redelijkerwijs kan verstrekken."

Art. 25. In dezelfde Onderafdeling 2 wordt een artikel XVII.78 ingevoegd, luidende:

"Art. XVII.78. § 1. Bij het beoordelen van de evenredigheid van een bevel tot het overleggen van bewijsmateriaal dat zich in het dossier van de mededingingsautoriteit bevindt overeenkomstig artikel XVII.74, § 2, neemt de rechter bovendien het volgende in overweging:

1° of het verzoek tot overlegging van het bewijsmateriaal specifiek geformuleerd is wat betreft de aard, het onderwerp of de inhoud van de documenten die aan een mededingingsautoriteit zijn voorgelegd of zich in het dossier van een mededingingsautoriteit bevinden;

2° of de partij die om de overlegging van het bewijsmateriaal verzoekt, zulks doet in het kader van een rechtsvordering tot schadevergoeding en

3° wat artikelen XVII.77, § 2, en XVII.79, § 1, betreft of op verzoek van een mededingingsautoriteit bij toepassing van paragraaf 2 van dit artikel, de noodzaak om de doeltreffendheid van de tenuitvoerlegging van het mededingingsrecht te waarborgen door een mededingingsautoriteit of een beroepsinstantie."

§ 2. De rechter vraagt volgens de nadere regels en de termijn die hij bepaalt, aan de mededingingsautoriteit tot wie een verzoek tot overlegging van bewijsmateriaal gericht is om schriftelijke opmerkingen in te dienen betreffende de evenredigheid van dit verzoek. Zij kan eveneens worden gehoord als de rechter haar hiertoe de toelating geeft."

Art. 26. Dans la même Sous-section 2, il est inséré un article XVII.79, rédigé comme suit:

“Art. XVII. 79. § 1^{er}. Le juge ne peut ordonner la production de preuves relevant des catégories suivantes que lorsque l’autorité de concurrence a, en adoptant une décision ou d’une autre manière, clos sa procédure:

1° les informations préparées par une personne physique ou morale expressément aux fins d’une procédure engagée par l’autorité de concurrence;

2° les informations établies par l’autorité de concurrence et envoyées aux parties au cours de sa procédure et

3° les propositions de transaction qui ont été retirées.

§ 2. Le juge ne peut à aucun moment ordonner à une partie ou à un tiers de produire les preuves relevant des catégories suivantes:

1° les déclarations effectuées en vue d’obtenir la clémence et

2° les propositions de transaction.

§ 3. Le juge peut, sur la présentation d’une demande motivée du demandeur, accéder aux éléments de preuves visés au paragraphe 2, aux seules fins de s’assurer que leur contenu correspond aux définitions données à l’article I.22, 14° et 16°.

Lors de son évaluation visée à l’alinéa 1^{er}, le juge invite, selon les modalités et le délai qu’il fixe, l’auteur des éléments de preuve en question à déposer des observations écrites. Il peut également être entendu, si le juge l’y autorise.

Le juge peut également demander l’aide de l’autorité de concurrence compétente, selon les modalités et le délai qu’il fixe.

Le juge ne peut en aucun cas autoriser l’accès à ces éléments de preuve à d’autres parties ou à des tiers.

§ 4. Lorsque seules des parties de preuves demandées sont couvertes par le paragraphe 2, les autres parties de preuves sont produites, en fonction de la catégorie dont elles relèvent, conformément aux articles XVII.77, XVII.78 et au présent article.

§ 5. Le juge peut ordonner, à tout moment, la production de preuves provenant du dossier de l’autorité de concurrence, qui ne relèvent d’aucune des catégories énumérées aux paragraphes 1^{er} et 2°.

Art. 27. Dans la même Sous-section 2, il est inséré un article XVII.80, rédigé comme suit:

“Art. XVII.80. § 1^{er}. Les preuves relevant des catégories visées à l’article XVII.79, § 2, obtenues par une personne physique ou morale uniquement grâce à l’accès au dossier d’une autorité de concurrence, ne peuvent être versées au dossier de procédure. Toutefois, si ces preuves sont versées elles ne sont pas admissibles et sont écartées d’office des débats.

§ 2. Jusqu’à ce qu’une autorité de concurrence ait clos sa procédure en adoptant une décision ou d’une autre manière, les preuves relevant des catégories énumérées à l’article XVII.79, § 1^{er}, qui sont obtenues par une personne physique ou morale uniquement grâce à l’accès au dossier d’une autorité de concurrence, ne peuvent être versées au dossier de procédure. Toutefois, si ces preuves sont versées elles ne sont pas admissibles et sont écartées d’office des débats.

§ 3. Les preuves obtenues par une personne physique ou morale uniquement grâce à l’accès au dossier d’une autorité de concurrence et qui ne relèvent pas du paragraphe 1^{er} ou 2, ne peuvent être utilisées dans le cadre d’une action en dommages et intérêts que par cette personne ou par une personne physique ou morale qui a succédé dans les droits de cette personne, y compris la personne qui a racheté sa demande.”.

Art. 28. Dans la même Section 1^{re}, il est inséré une Sous-section 3 intitulée “Sanctions”.

Art. 29. Dans la Sous-section 3, insérée par l’article 28, il est inséré un article XVII.81 rédigé comme suit:

“Art. XVII.81. Sans préjudice de l’article 1385bis du Code judiciaire, le juge peut infliger aux parties, à des tiers ou à leurs représentants légaux une amende de 1 000 à 10 000 000 euros, sans préjudice des dommages et intérêts qui seraient réclamés, dans les cas suivants:

1° le non-respect d’une injonction de production de preuves émanant du juge ou le refus de s’y conformer;

Art. 26. In dezelfde Onderafdeling 2 wordt een artikel XVII.79 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII. 79. § 1. De rechter kan het overleggen van de volgende categorieën bewijsmateriaal alleen gelasten nadat de mededingingsautoriteit door een beslissing te nemen of anderszins haar procedure heeft beëindigd:

1° informatie die door een natuurlijke persoon of rechtspersoon specifiek voor de procedure van een mededingingsautoriteit is voorbereid;

2° informatie die een mededingingsautoriteit in de loop van haar procedure heeft opgesteld en aan de partijen heeft toegezonden en

3° schikkingsvoorstellen die zijn ingetrokken.

§ 2. De rechter kan op geen enkel moment een partij of een derde opdragen toegang te verlenen tot de volgende categorieën bewijsmateriaal:

1° clementieverklaringen en

2° voorstellen met het oog op een schikking.

§ 3. Een rechter kan op vertoan van een gemotiveerd verzoek van de eiser toegang krijgen tot bewijsmateriaal als bedoeld in paragraaf 2, uitsluitend om zich ervan te vergewissen dat de inhoud ervan voldoet aan de definities van artikel I.22, 14° en 16°.

Bij zijn beoordeling bedoeld in het eerste lid vraagt de rechter, volgens de nadere regels en de termijn die hij bepaalt, aan de auteur van het betrokken bewijsmateriaal om, schriftelijke opmerkingen in te dienen. Hij kan ook de mogelijkheid krijgen om gehoord te worden als de rechter het hem toestaat.

De rechter kan ook bijstand vragen van de bevoegde mededingingsautoriteit, volgens de nadere regels en de termijn die hij bepaalt.

In geen geval verleent de rechter aan andere partijen of derden toegang tot dit bewijsmateriaal.

§ 4. Indien slechts delen van het bewijsmateriaal ten aanzien waarvan toegang wordt verzocht, onder paragraaf 2 vallen, wordt tot de resterende delen, van het bewijsmateriaal, afhankelijk van de categorie waaronder zij vallen, toegang verleend overeenkomstig de artikelen XVII.77, XVII.78 en het huidige artikel.

§ 5. De rechter mag te allen tijde de overlegging gelasten van bewijsmateriaal uit het dossier van een mededingingsautoriteit dat niet tot één van de in de paragrafen 1 en 2 vermelde categorieën behoort.”.

Art. 27. In dezelfde Onderafdeling 2 wordt een artikel XVII.80 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.80. § 1. Het bewijsmateriaal dat tot één van de in artikel XVII.79, § 2, vermelde categorieën behoort, dat door een natuurlijke persoon of rechtspersoon enkel via toegang tot het dossier van een mededingingsautoriteit werd verkregen, mag niet aan het dossier van de procedure worden toegevoegd. Als dit bewijsmateriaal toch wordt toegevoegd, is het niet toelaatbaar en wordt het ambtshalve uit alle debatten geweerd.

§ 2. Zolang een mededingingsautoriteit haar procedure niet heeft beëindigd door een besluit te nemen of op enige andere manier, mag het bewijsmateriaal dat tot één van de in artikel XVII.79, § 1, vermelde categorieën behoort, dat door een natuurlijke persoon of rechtspersoon enkel via toegang tot het dossier van een mededingingsautoriteit werd verkregen, niet aan het dossier van de procedure worden toegevoegd. Als dit bewijsmateriaal toch wordt toegevoegd, is het niet toelaatbaar en wordt het ambtshalve uit alle debatten geweerd.

§ 3. Bewijsmateriaal dat door een natuurlijke persoon of rechtspersoon enkel via toegang tot het dossier van een mededingingsautoriteit werd verkregen en dat niet onder paragraaf 1 of 2 valt, kan in rechtsvordering tot schadevergoeding enkel worden gebruikt door die persoon of door een natuurlijke persoon of rechtspersoon die zijn rechtsopvolger is, daaronder begrepen een persoon die diens vordering heeft verworven.”.

Art. 28. In dezelfde Afdeling 1, wordt een Onderafdeling 3 ingevoegd, luidende: “Sancties”.

Art. 29. In dezelfde Onderafdeling 3, ingevoegd door artikel 28, wordt een artikel XVII.81 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.81. Onverminderd artikel 1385bis van het Gerechtelijk Wetboek kan de rechter aan partijen, aan derden of aan hun wettelijke vertegenwoordigers een geldboete van 1 000 tot 10 000 000 euro, opleggen onverminderd de schadevergoeding die zou worden gevraagd in de volgende gevallen:

1° niet-nakoming van een door een rechter uitgevaardigd bevel tot overlegging van bewijsmateriaal, of de weigering een dergelijk bevel na te leven;

2° la destruction de preuves pertinentes;

3° le non-respect des obligations imposées par une injonction du juge protégeant des informations confidentielles, ou le refus de s'y conformer;

4° la violation des restrictions prévues dans le présent chapitre pour l'utilisation des preuves.

L'amende doit être effective, proportionnée et dissuasive compte tenu de l'entreprise ou de la personne auxquelles elle est infligée et des circonstances concrètes du cas d'espèce, telles que le montant de la demande de dommages et intérêts, le caractère décisif de la preuve dont la production est ordonnée par le juge, sa valeur probante, la gravité de l'infraction procédurale et l'intention ou non de commettre l'infraction dans le chef d'une des parties, d'un tiers ou de leurs représentants légaux.

Le recouvrement de l'amende est poursuivi par toutes voies de droit à la diligence de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Lorsqu'un des cas mentionnés à l'alinéa 1^{er} est imputable au comportement d'une partie, le juge peut, en outre, en tirer toute conséquence défavorable qu'il jugera appropriée, telle que présumer que le fait litigieux en question est avéré ou rejeter, en tout ou en partie, les demandes et moyens de défense. Il peut également prononcer une condamnation aux dépens."

Art. 30. Dans le même Chapitre 3, il est inséré une Section 2 intitulée:

"Section 2. Effets des décisions nationales constatant une infraction au droit de la concurrence".

Art. 31. Dans la Section 2, insérée par l'article 30, il est inséré un article XVII.82, rédigé comme suit:

"Art. XVII.82. § 1^{er}. Une infraction au droit de la concurrence constatée dans le cadre d'une décision définitive de l'Autorité belge de la concurrence ou, le cas échéant, dans le cadre d'un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles passé en force de chose jugée et statuant sur un recours contre une décision de l'Autorité belge de la concurrence conformément à l'article IV.79, est réputée établie de manière irréfragable aux fins d'une action en dommages et intérêts pour une infraction au droit de la concurrence.

§ 2. Une décision définitive constatant une infraction au droit de la concurrence prise dans un autre État membre de l'Union européenne par une autorité nationale de concurrence ou son instance de recours, est acceptée au moins en tant que début de preuve du fait qu'une infraction au droit de la concurrence a été commise et peut être examinée avec les autres éléments de preuve apportés par les parties."

Art. 32. Dans le même Chapitre 3, il est inséré une Section 3 intitulée:

"Section 3. Répercussion du surcoût".

Art. 33. Dans la Section 3, insérée par l'article 32, il est inséré un article XVII.83, rédigé comme suit:

"Art. XVII.83. Le défendeur dans une action en dommages et intérêts peut invoquer, comme moyen de défense contre une demande de dommages et intérêts, le fait que le demandeur a répercuté, en tout ou en partie, le surcoût résultant de l'infraction au droit de la concurrence. La charge de la preuve de la répercussion du surcoût incombe au défendeur, qui peut raisonnablement demander la production de preuves par le demandeur et/ou par des tiers conformément aux articles du présent chapitre.

Le premier alinéa s'entend sans préjudice du droit de la partie lésée de demander et obtenir réparation pour le manque à gagner en raison de la répercussion partielle ou totale du surcoût."

Art. 34. Dans la même Section 3, il est inséré un article XVII. 84, rédigé comme suit:

"Art. XVII.84. Lorsque l'existence d'une demande en dommages et intérêts ou le montant de l'indemnisation dépend de la répercussion du surcoût ou de son ampleur, le demandeur a la charge de prouver l'existence et l'ampleur de cette répercussion du surcoût. A cet effet, il peut raisonnablement demander la production de preuves par le défendeur ou par des tiers conformément aux articles du présent chapitre.

Toutefois, lorsque le demandeur est un acheteur indirect, il est réputé avoir apporté la preuve d'une répercussion à son encontre lorsqu'il a démontré que:

1° le défendeur a commis une infraction au droit de la concurrence;

2° de vernietiging van relevant bewijsmateriaal;

3° niet-nakoming van de op bevel van de rechter opgelegde verplichtingen ter bescherming van vertrouwelijke informatie, of weigering dergelijke verplichtingen na te leven;

4° inbreuk op de beperkingen op het gebruik van bewijsmateriaal waarin dit hoofdstuk voorziet.

De geldboete moet doeltreffend, afschrikwekkend en evenredig zijn, rekening houdend met de onderneming of persoon aan wie ze wordt opgelegd en met de concrete omstandigheden van het geval, zoals het bedrag van de schadevordering, het doorslaggevende belang van het bewijs waarvan de overlegging wordt bevolen door de rechter, zijn bewijswaarde, de ernst van de procedurele inbreuk en het al dan niet bestaan van opzet om de inbreuk te plegen in hoofde van één van de partijen, een derde of hun wettelijke vertegenwoordigers.

De boete wordt geïnd door de administratie van de Registratie en Domeinen met aanwending van alle middelen van recht.

Wanneer één van de gevallen vermeld in het eerste lid te wijten is aan de gedragingen van een partij kan de rechter hieruit bovendien de nadelige conclusies trekken die hij passend acht, bijvoorbeeld dat een punt van discussie bewezen is of dat vorderingen en verweermiddelen geheel of ten dele worden afgewezen. Hij kan eveneens de betaling van de kosten gelasten."

Art. 30. In hetzelfde Hoofdstuk 3 wordt een Afdeling 2 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 2. Doorwerking van de nationale beslissingen waarbij een inbreuk op het mededingingsrecht wordt vastgesteld".

Art. 31. In Afdeling 2, ingevoegd door artikel 30, wordt een artikel XVII.82 ingevoegd, luidende:

"Art. XVII.82. § 1. Een inbreuk op het mededingingsrecht vastgesteld in het kader van een definitieve beslissing door de Belgische Mededingingsautoriteit of, in voorkomend geval, in het kader van een arrest van het Hof van Beroep van Brussel dat in kracht van gewijsde is getreden en dat uitspraak doet over een beroep tegen een beslissing van de Belgische Mededingingsautoriteit conform artikel IV.79, wordt geacht onweerlegbaar vast te staan voor de behandeling van een rechtsvordering tot schadevergoeding voor een inbreuk op het mededingingsrecht.

§ 2. Een definitieve beslissing waarbij een inbreuk op het mededingingsrecht wordt vastgesteld, genomen in een andere lidstaat van de Europese Unie door een nationale mededingingsautoriteit of zijn beroepsinstantie, wordt minstens aanvaard als een begin van bewijs van het feit dat zich een inbreuk op het mededingingsrecht heeft voorgedaan en kan onderzocht worden samen met de andere door de partijen aangevoerde bewijselementen."

Art. 32. In hetzelfde Hoofdstuk 3, wordt een Afdeling 3 ingevoegd, luidende:

"Afdeling 3. Doorberekening van meerkosten".

Art. 33. In Afdeling 3, ingevoegd door artikel 32 wordt een artikel XVII.83 ingevoegd, luidende:

"Art. XVII.83. De verweerder in een rechtsvordering tot schadevergoeding kan als verweer tegen een schadevordering aanvoeren dat de eiser de door de inbreuk op het mededingingsrecht veroorzaakte meerkosten volledig of ten dele heeft doorberekend. De bewijslast dat de meerkosten zijn doorberekend, rust op de verweerder, die de eiser en/of derden redelijkerwijs om de overlegging van het bewijsmateriaal kan vragen conform de artikelen van dit hoofdstuk.

Het recht van een benadeelde partij om in geval van winstderving door een volledige of gedeeltelijke doorberekening van de meerkosten schadevergoeding te vorderen en te verkrijgen, wordt door het eerste lid onverlet gelaten."

Art. 34. In dezelfde Afdeling 3 wordt een artikel XVII.84 ingevoegd, luidende:

"Art. XVII.84. Wanneer het bestaan van een schadevordering of het bedrag van de vergoeding afhangt van de doorberekening van de meerkosten of van de omvang ervan, berust de bewijslast van het bestaan en de omvang van deze doorberekening van de meerkosten bij de eiser. Hiertoe kan hij redelijkerwijs aan de verweerder of aan derden de overlegging van het bewijsmateriaal vragen in overeenstemming met de artikelen van dit hoofdstuk.

Wanneer de eiser echter een indirecte afnemer is, wordt hij geacht het bewijs te hebben geleverd dat er doorberekening aan hem heeft plaatsgevonden, wanneer hij heeft aangetoond dat:

1° de verweerder een inbreuk op het mededingingsrecht heeft gemaakt;

2° l'infraction au droit de la concurrence a entraîné un surcoût pour l'acheteur direct du défendeur et

3° l'acheteur indirect a acheté les biens ou services concernés par l'infraction au droit de la concurrence, ou a acheté des biens ou services dérivés de ces derniers ou les contenant.

L'alinéa 2 n'est cependant pas d'application si le juge estime que le défendeur a démontré de façon crédible que le surcoût n'a pas été répercuté partiellement ou totalement sur l'acheteur indirect."

Art. 35. Dans la même Section 3, il est inséré un article XVII.85, rédigé comme suit:

"Art. XVII.85. Pour éviter que des actions en dommages et intérêts intentées par des demandeurs situés à différents niveaux de la chaîne de distribution ne donnent lieu à une responsabilité multiple ou à une absence de responsabilité de l'auteur de l'infraction, lorsque le juge saisi d'une action en dommages et intérêts évalue s'il a été satisfait à la charge de la preuve résultant de l'application des articles XVII.83, alinéa 1^{er}, et XVII.84, il peut, en recourant aux moyens disponibles en droit de l'Union européenne ou en droit belge, tenir dûment compte de l'un quelconque des éléments suivants:

a) les actions en dommages et intérêts portant sur la même violation du droit de la concurrence, mais intentées par des demandeurs situés à d'autres niveaux de la chaîne de distribution;

b) les décisions de justice prises à la suite d'actions en dommages et intérêts visées au point a);

c) les informations pertinentes relevant du domaine public qui découlent de la mise en œuvre du droit de la concurrence par une autorité de concurrence ou une instance de recours."

Art. 36. Dans le même Titre 3, il est inséré un Chapitre 4 intitulé:

"Chapitre 4. Responsabilité solidaire".

Art. 37. Dans le chapitre 4, inséré par l'article 36, il est inséré un article XVII.86, rédigé comme suit:

"Art. XVII.86. § 1^{er}. Les entreprises et/ou associations d'entreprises qui ont commis par un comportement conjoint une infraction au droit de la concurrence sont solidairement responsables du dommage causé par ladite infraction.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, lorsque l'auteur de l'infraction est une petite ou moyenne entreprise (ci-après "P.M.E.") au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises, il n'est solidairement responsable du dommage que:

1° à l'égard de ses acheteurs ou fournisseurs directs ou indirects et

2° à l'égard d'autres parties lésées uniquement lorsqu'une réparation intégrale ne peut être obtenue auprès des autres entreprises impliquées dans la même infraction au droit de la concurrence.

Afin de bénéficier de la dérogation prévue à l'alinéa 1^{er}, la P.M.E. doit remplir les conditions suivantes:

1° sa part de marché sur le marché concerné doit être inférieure à 5 % à n'importe quel moment de la durée de l'infraction au droit de la concurrence et

2° l'application des règles de la responsabilité solidaire compromettrait irrémédiablement la viabilité économique de l'entreprise concernée et ferait perdre toute valeur à ses actifs.

Cependant, la dérogation prévue à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas lorsque:

1° la P.M.E. a été instigatrice de l'infraction au droit de la concurrence ou a contraint d'autres entreprises à participer à celle-ci ou

2° la P.M.E. a précédemment été condamnée pour une infraction au droit de la concurrence.

2° de inbreuk op het mededingingsrecht heeft geleid tot meerkosten voor de directe afnemer van de verweerder en

3° de indirecte afnemer de goederen of diensten waarop de inbreuk op het mededingingsrecht betrekking had, heeft afgenomen dan wel goederen of diensten heeft afgenomen die daarvan zijn afgeleid of waarin deze zijn verwerkt.

Het tweede lid is echter niet van toepassing indien de rechter meent dat de verweerder aannemelijk heeft gemaakt dat de meerkosten niet gedeeltelijk of volledig aan de indirecte afnemer werden doorberekend."

Art. 35. In dezelfde afdeling 3 wordt een artikel XVII.85 ingevoegd, luidende:

"Art. XVII.85. Teneinde te voorkomen dat door eisers op verschillende niveaus van de toeleveringsketen rechtsvorderingen tot schadevergoeding worden ingesteld die tezamen aanleiding geven tot een meervoudige aansprakelijkheid of tot het ontbreken van aansprakelijkheid van de inbreukpleger, kan de rechter bij wie een rechtsvordering tot schadevergoeding aanhangig is gemaakt, bij de beoordeling van de vraag of aan de uit de toepassing van de artikelen XVII.83, eerste lid, en XVII.84, voortvloeiende bewijslast is voldaan, met gebruikmaking van de in het recht van de Europese Unie of het Belgisch recht beschikbare rechtsmiddelen naar behoren rekening houden met een of meer van de volgende factoren:

a) rechtsvorderingen tot schadevergoeding die verband houden met dezelfde inbreuk op het mededingingsrecht, maar die worden ingesteld door eisers op een ander niveau van de toeleveringsketen;

b) uitspraken die het gevolg zijn van rechtsvorderingen tot schadevergoeding als bedoeld onder a);

c) relevante, tot het publiek domein behorende informatie uit zaken betreffende de handhaving van het mededingingsrecht door een mededingingsautoriteit of een beroepsinstantie."

Art. 36. In dezelfde Titel 3, wordt een Hoofdstuk 4 ingevoegd, luidende:

"Hoofdstuk 4. Hoofdelijke aansprakelijkheid".

Art. 37. In Hoofdstuk 4, ingevoegd door artikel 36 wordt een artikel XVII.86 ingevoegd, luidende:

"Art. XVII.86. § 1. Ondernemingen en/of verenigingen van ondernemingen die door een gemeenschappelijk optreden inbreuk hebben gemaakt op het mededingingsrecht zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de door deze inbreuk veroorzaakte schade.

§ 2. Wanneer in afwijking van paragraaf 1, de inbreukpleger een kleine of middelgrote onderneming is (hierna "K.M.O.") in de zin van de aanbeveling 2003/361/EG van de Europese Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen, is hij enkel hoofdelijk aansprakelijk voor de schade:

1° jegens zijn directe of indirecte afnemers of leveranciers en

2° jegens de andere benadeelde partijen, doch slechts indien geen volledige schadevergoeding kan worden verkregen van de andere bij dezelfde inbreuk op het mededingingsrecht betrokken ondernemingen.

Om in aanmerking te komen voor de afwijking bedoeld in het eerste lid, moet de K.M.O. aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° haar marktaandeel op de relevante markt moet op gelijk welk moment tijdens de inbreuk op het mededingingsrecht minder dan 5 % bedragen en

2° de toepassing van de regels van hoofdelijke aansprakelijkheid zou haar economische levensvatbaarheid onherstelbaar in gevaar brengen en zou haar vermogensbestanddelen al hun waarde doen verliezen.

De uitzondering als bedoeld in het eerste lid geldt echter niet indien:

1° de K.M.O. een leidinggevende rol heeft gespeeld bij de inbreuk op het mededingingsrecht of andere ondernemingen heeft gedwongen om deel te nemen aan de inbreuk of

2° de K.M.O. voordien schuldig is bevonden aan een inbreuk op het mededingingsrecht.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le bénéficiaire d'une exonération totale d'amendes n'est solidairement responsable du dommage que:

1° à l'égard de ses acheteurs ou fournisseurs directs ou indirects et

2° à l'égard d'autres parties lésées uniquement lorsqu'une réparation intégrale ne peut être obtenue auprès des autres entreprises impliquées dans la même infraction au droit de la concurrence.”.

Art. 38. Dans le même Chapitre 4, il est inséré un article XVII.87, rédigé comme suit:

“Art. XVII.87. § 1^{er}. L'auteur de l'infraction qui a payé tout ou partie du montant de la réparation, peut récupérer auprès de tout autre auteur de cette infraction une contribution dont le montant correspond à la responsabilité relative de chacun d'eux dans le dommage causé par ladite infraction.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le montant de la contribution d'un auteur d'une infraction qui est bénéficiaire d'une exonération totale d'amendes n'excède pas le montant du dommage que cette infraction a causé à ses propres acheteurs ou fournisseurs directs ou indirects.

Dans la mesure où l'infraction au droit de la concurrence a causé un dommage à des parties lésées autres que les acheteurs ou fournisseurs directs ou indirects des auteurs de l'infraction, le montant de la contribution d'un auteur d'une infraction qui est bénéficiaire d'une exonération totale d'amendes n'excède pas le montant correspondant à sa responsabilité relative dans le dommage causé par ladite infraction.”.

Art. 39. Dans le même Chapitre 4, il est inséré un article XVII.88, rédigé comme suit:

“Art. XVII.88. § 1^{er}. Lorsque la partie lésée a conclu une résolution amiable avec un auteur de l'infraction, le montant de la demande de dommages et intérêts de la partie lésée qui a participé à cette résolution est diminué de la part du dommage causé à la partie lésée par l'infraction au droit de la concurrence qui est imputable à l'auteur de l'infraction partie à cette même résolution.

Tout reliquat de la demande de la partie lésée qui a participé à la résolution amiable ne peut être réclamé qu'envers des auteurs de l'infraction qui ne sont pas parties à cette résolution. Les auteurs de l'infraction qui ne sont pas parties à cette résolution ne peuvent exiger de l'auteur de l'infraction partie à cette même résolution une contribution au reliquat de la demande.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la partie lésée qui a participé à une résolution amiable peut réclamer le reliquat de sa demande envers l'auteur de l'infraction partie à cette résolution lorsque les auteurs de l'infraction qui n'ont pas participé à la résolution ne peuvent payer les dommages et intérêts correspondant à ce reliquat de la demande.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er} peut être exclue expressément par les termes de la résolution amiable.

§ 3. Afin de déterminer le montant de la contribution qu'un auteur de l'infraction peut récupérer auprès de tout autre auteur en fonction de leur responsabilité relative pour le dommage causé par l'infraction au droit de la concurrence, le juge tient compte de tous les dommages et intérêts versés dans le cadre d'une résolution amiable antérieure associant l'auteur concerné de l'infraction.”.

Art. 40. Dans le même Titre 3, il est inséré un Chapitre 5 intitulé:

“Chapitre 5. Effet suspensif de la résolution amiable des litiges”.

Art. 41. Dans le Chapitre 5, inséré par l'article 40, il est inséré un article XVII.89 rédigé comme suit:

“Art. XVII.89. Sans préjudice de l'article 1682 du Code judiciaire, le juge saisi d'une action en dommages et intérêts peut suspendre la procédure pendant une période, non prorogeable, pouvant aller jusqu'à deux ans lorsque les parties à celle-ci participent à une procédure de résolution amiable des litiges concernant la demande couverte par l'action en dommages et intérêts.”.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, is de begunstigde van een volledige vrijstelling van geldboetes slechts hoofdelijk aansprakelijk voor de schade jegens:

1° zijn directe of indirecte afnemers of leveranciers en

2° de andere benadeelde partijen, doch slechts indien geen volledige schadevergoeding kan worden verkregen van de andere bij dezelfde inbreuk op het mededingingsrecht betrokken ondernemingen.”.

Art. 38. In hetzelfde Hoofdstuk 4 wordt een artikel XVII.87 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.87. § 1. De inbreukpleger die het geheel of een deel van het schadebedrag betaald heeft, kan bij elke andere inbreukpleger een bijdrage terugvorderen waarvan het bedrag overeenkomt met de relatieve verantwoordelijkheid van elk van hen voor de door de genoemde inbreuk veroorzaakte schade.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mag de bijdrage van een inbreukpleger die geniet van een volledige vrijstelling van geldboetes is, niet groter zijn dan de omvang van de schade die deze inbreuk aan zijn eigen directe of indirecte afnemers of leveranciers heeft berokkend.

Voor zover de inbreuk op het mededingingsrecht schade heeft veroorzaakt aan andere benadeelde partijen dan de directe of indirecte afnemers of leveranciers van de inbreukplegers, mag het bedrag van de bijdrage van de inbreukpleger die ontvanger van een volledige vrijstelling van geldboetes is, niet groter zijn dan het bedrag dat overeenstemt met zijn relatieve verantwoordelijkheid voor de schade die door de genoemde inbreuk werd berokkend.”.

Art. 39. In hetzelfde Hoofdstuk 4 wordt een artikel XVII.88 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.88. § 1. Wanneer de benadeelde partij een minnelijke schikking heeft gesloten met de inbreukpleger wordt de schadevergoeding van de bij de schikking betrokken benadeelde partij verminderd met het aandeel dat de bij de schikking betrokken inbreukpleger heeft gehad in de schade die de benadeelde partij door de inbreuk op het mededingingsrecht heeft geleden.

De resterende schadevergoeding van de bij de schikking betrokken benadeelde partij kan alleen worden uitgeoefend tegen niet bij de schikking betrokken inbreukplegers, die daarvoor geen bijdrage kunnen terugvorderen van de bij de schikking betrokken inbreukpleger.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, kan de bij de schikking betrokken benadeelde partij, wanneer de niet bij de schikking betrokken inbreukplegers op het mededingingsrecht niet bij machte zijn de met de resterende schadevergoeding overeenstemmende schade te vergoeden, de resterende schadevergoeding tegen de bij de schikking betrokken inbreukpleger uitoefenen.

De in de eerste alinea bedoelde afwijking kan in de voorwaarden van de minnelijke schikkingen uitdrukkelijk worden uitgesloten.

§ 3. Bij het bepalen van het bedrag van de bijdrage dat door een inbreukpleger van een andere inbreukpleger kan worden teruggevorderd naar rato van hun relatieve aansprakelijkheid voor de door de inbreuk op het mededingingsrecht berokkende schade, houdt de rechter rekening met schade die reeds vergoed is in het kader van een vroegere minnelijke schikking waarbij de inbreukpleger in kwestie betrokken was.”.

Art. 40. In dezelfde Titel 3, wordt een Hoofdstuk 5 ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk 5. Schorsende werking van de minnelijke oplossing van geschillen”.

Art. 41. In Hoofdstuk 5, ingevoegd door artikel 40, wordt een artikel XVII.89 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.89. Onverminderd artikel 1682 van het Gerechtelijk Wetboek kan de rechter bij wie een rechtsvordering tot schadevergoeding is aangebracht de procedure opschorten gedurende een niet-verlengbare periode die tot twee jaar kan duren wanneer de partijen bij deze procedure deelnemen aan een minnelijke oplossing van geschillen betreffende de eis gedekt door de rechtsvordering tot schadevergoeding.”.

Art. 42. Dans le même Titre 3, il est inséré un Chapitre 6 intitulé:

“Chapitre 6. Prescription”.

Art. 43. Dans le Chapitre 6, inséré par l'article 42, il est inséré un article XVII.90, rédigé comme suit:

“Art. XVII.90. § 1^{er}. Les délais de prescription de droit commun pour intenter une action en dommages et intérêts pour les infractions au droit de la concurrence commencent à courir à partir du jour qui suit celui où l'infraction au droit de la concurrence a cessé et où le demandeur a eu connaissance ou aurait dû raisonnablement avoir connaissance:

1° du comportement et du fait que ce comportement constitue une infraction au droit de la concurrence;

2° du fait que l'infraction au droit de la concurrence lui a causé un dommage et

3° de l'identité de l'auteur de l'infraction.

Pour les infractions continues ou répétées, il est considéré que l'infraction a cessé le jour où la dernière infraction a pris fin.

§ 2. Les délais de prescription visés au paragraphe 1^{er} sont interrompus par tout acte d'une autorité de concurrence visant à l'instruction ou à la poursuite d'une infraction au droit de la concurrence à laquelle l'action en dommages et intérêts se rapporte. Cette interruption prend fin le jour qui suit celui où la décision constatant une infraction est devenue définitive ou auquel il a été mis un terme à la procédure d'une autre manière.”.

Art. 44. Dans le même Chapitre 6, il est inséré un article XVII.91, rédigé comme suit:

“Art. XVII.91. La résolution amiable des litiges, à l'exception de l'arbitrage, suspend les délais de prescription fixés pour introduire une action en dommages et intérêts pendant la durée de la procédure de cette résolution amiable des litiges. Cette suspension ne s'applique qu'à l'égard des parties qui participent ou ont participé à ladite procédure ou y ont été représentées.”.

CHAPITRE 3. — Disposition — *transitoire*

Art. 45. Par dérogation à l'article 3 du Code judiciaire, les règles de procédure prévues par la présente loi ne s'appliquent pas aux actions en dommages et intérêts dont une juridiction a été saisie avant le 26 décembre 2014.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 juin 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 54-2413 (2016/2017)

Compte rendu intégral : 18 mai 2017.

Art. 42. In dezelfde Titel 3 wordt een Hoofdstuk 6 ingevoegd, luidende:

“Hoofdstuk 6. Verjaringstermijnen”.

Art. 43. In Hoofdstuk 6, ingevoegd door artikel 42, wordt een artikel XVII.90 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.90. § 1. De verjaringstermijnen van het gemeen recht voor het instellen van rechtsvordering tot schadevergoeding voor inbreuken op het mededingingsrecht beginnen te lopen vanaf de dag die volgt op de dag waarop de inbreuk op het mededingingsrecht is stopgezet en waarop de eiser weet heeft of redelijkerwijs geacht kan worden weet te hebben van:

1° de gedraging en het feit dat deze gedraging een inbreuk op het mededingingsrecht vormt;

2° het feit dat hij door de inbreuk op het mededingingsrecht schade heeft geleden en

3° de identiteit van de inbreukpleger.

Voor de voortdurende of herhaalde inbreuken wordt de inbreuk geacht te zijn beëindigd op de dag waarop de laatste inbreuk is geëindigd.

§ 2. De verjaringstermijnen bedoeld in paragraaf 1 worden gestuit wanneer een mededingingsautoriteit een handeling verricht tot onderzoek of vervolging van de inbreuk op het mededingingsrecht waarop de rechtsvordering tot schadevergoeding betrekking heeft. Deze stuiting eindigt op de dag die volgt op de dag na de vaststelling van een definitieve inbreukbeslissing of nadat de procedure betrokken is beëindigd.”.

Art. 44. In hetzelfde Hoofdstuk 6 wordt een artikel XVII.91 ingevoegd, luidende:

“Art. XVII.91. De minnelijke oplossing van geschillen, met uitzondering van de arbitrage, schorst de verjaringstermijnen voor het instellen van een rechtsvordering tot schadevergoeding voor de ganse duur van die minnelijke oplossing van geschillen. Deze schorsing is enkel van toepassing op partijen die bij deze procedure betrokken zijn of betrokken geweest zijn of er vertegenwoordigd werden.”.

HOOFDSTUK 3. — *Overgangsbepaling*

Art. 45. In afwijking van artikel 3 van het Gerechtelijk Wetboek zijn de procedureregels bepaald door deze wet niet van toepassing op de rechtsvorderingen tot schadevergoeding die vóór 26 december 2014 bij een rechtscollage werden aangebracht.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 juni 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-2413 (2016/2017)

Integraal Verslag : 18 mei 2017